HAL
open science

Entre ouverture à la “ mixité sociale ” et entre-soi. Enquête sur les classes moyennes de la métropole parisienne

Lydie Launay

To cite this version:

Lydie Launay. Entre ouverture à la “ mixité sociale ” et entre-soi. Enquête sur les classes moyennes de la métropole parisienne. ESO Travaux et Documents, 2015, 38, pp.17-28. halshs-01419204

HAL Id: halshs-01419204

https://shs.hal.science/halshs-01419204

Submitted on 11 Jan 2018

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L’archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d’enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Entre ouverture à la « mixité sociale » et entre-soi. Enquête sur les classes moyennes de la métropole parisienne

Lydie Launay
CHERCHEUSE ASSOCIÉE

ESO RENNES - UMR 6590
CNRS - UNIVERSITE RENNES 2

INTRODUCTION

Les classes moyennes participent-elles au renforcement des ségrégations socio-spatiales ? Cette question oriente depuis une vingtaine d'années de nombreux travaux en sociologie urbaine et en géographie sociale (Sassen, 1991 ; Brun et Rhein, 1994). Alors que les classes moyennes connaissent un regain d'intérêt dans les sciences sociales (Bouffartigue et al., 2011), leur rôle dans la formation et l'évolution des mécanismes de la ségrégation urbaine est le plus souvent analysé dans des contextes urbains marqués par de fortes transformations socio-spatiales, tels que les quartiers en gentrification (Collet, 2008), paupérisés (Chabrol, 2011), ou encore périurbains (Billard et al., 2005 ; Charmes, 2011). Les travaux qui enquêtent sur les classes moyennes dans les quartiers aisés (Launay, 2011) et les quartiers « ordinaires » (Germain et al., à paraître), aussi désignés « moyens-mélangés » par Edmond Préteceille (2003) sont plus rares. Par ailleurs, peu de travaux comparent différents contextes urbains. Cette démarche apparaît pourtant particulièrement féconde pour analyser la dimension territoriale des rapports sociaux. Elle permet en particulier d'ausculter les rapports complexes à la « mixité sociale » des classes moyennes, rapports qui imbriquent des positionnements sociaux variant selon les contextes urbains, à travers lesquels s'observent des tensions, voire des contradictions entre ouverture et entre-soi, entre coopération et distanciation.

Précisons dès à présent que la « mixité sociale » constitue une notion et non un concept scientifique. Elle est labile – son contenu change selon les acteurs et les contextes dans laquelle elle est mobilisée – et comprend une forte dimension idéologique – associée à l'idéal d'égalité, il paraît difficile de ne pas adhérer, au moins dans les discours (Launay, 2010). De manière générale, elle renvoie à « la cohabitation dans un même espace résidentiel de catégories dont les ressources (économiques, culturelles et sociales) sont inégales ou différentes » (Michel Pinçon et Monique Pinçon-Charlot, 2004)[1]. De nombreux travaux réalisés sur les rapports à la mixité sociale des classes moyennes développent une approche à la fois objective et subjective en tenant compte des manières dont la mixité sociale est définie par les individus rencontrés, au travers d'opérations de différenciation, de catégorisation et de classement des populations qui entremêlent des critères (socio-économiques, d'âge, de genre, ethniques, religieux etc.), rarement explicités de prime abord. Ces travaux privilégient trois principales dimensions, bien souvent articulées les unes aux autres, dans le but de saisir et de comprendre les mécanismes de la ségrégation urbaine et les conduites sociales qui la sous-tendent : (1) les comportements résidentiels, (2) les usages sociaux du territoire local et (2) les choix en matière de scolarisation des enfants. Un constat commun se dégage : les manières dont les classes moyennes investissent matériellement et symboliquement les territoires et interagissent avec les autres citadins sont en partie influencées par la composition sociale de ces territoires. En revanche, les interprétations données quant aux niveaux d'appréciation et d'acception de la mixité sociale font apparaître une véritable ligne de fracture dans la recherche urbaine française.

D'un côté, une série de travaux considère le rôle déterminant des classes moyennes dans la montée de la ségrégation urbaine des métropoles comme la conséquence d'une volonté généralisée de vivre dans un « entre-soi protecteur ». Ces travaux se fondent sur un double postulat selon lequel, dans un contexte de montée des incertitudes sociales, la peur du déclassement serait partagée par l'ensemble des classes

1- Ainsi définie, la mixité sociale sera maintenant utilisée sans guillemets.

moyennes et conduirait ces dernières à adopter des logiques ségrégatives, de « repli sur soi » dans leurs modes d'habiter et de cohabiter dans les territoires locaux (Donzelot, 2004 ; Jaillet, 2004). Cette quête de l'« entre-soi » articule les deux processus fondamentaux de la ségrégation : le rapprochement spatial avec des populations qui leur ressemblent socialement, et la mise à distance de groupes sociaux situés à une position inférieure dans l'échelle des difficultés, notamment de ceux assimilés aux milieux populaires et immigrés[2]. Par conséquent, les classes moyennes ne contribueraient plus, à travers leurs relations avec les autres groupes sociaux ou leur « simple » présence, au maintien de la cohésion sociale des métropoles. Pis, elles participeraient activement à leur « ghettoïsation ». C'est ce que suggèrent les thèses de la « sécession urbaine » (Donzelot, 2004) et du « séparatisme généralisé » (Maurin, 2004) qui ont certes eu un fort écho scientifique et médiatique, mais ont aussi fait l'objet de nombreuses critiques, notamment en raison de la vision déformante, homogénéisante et anxiogène des classes moyennes qu'ils proposent et de leurs effets performatifs sur la réalité sociale (Béhar et Epstein, 2003).

D'un autre côté, des travaux, menés dans différents types d'espace, tiennent compte de la grande hétérogénéité des origines et des trajectoires, sociales et résidentielles, de ces populations, afin de comprendre comment cette hétérogénéité est susceptible d'influencer leurs rapports complexes à la mixité sociale (Cartier et al., 2006 ; Espaces et sociétés, 2012). Ils montrent que les classes moyennes sont loin d'être motivées dans leur ensemble par une logique ségrégationniste. Leurs conduites sociales conjuguent des formes de coopération et de mise à distance des autres groupes sociaux, selon les territoires et les situations sociales dans lesquelles ces conduites s'inscrivent. Dans tous les cas, la question de la mixité sociale constitue une des dimensions parmi d'autres (possibilités d'accès à un logement, aux lieux de travail et de résidence de l'entourage, etc.) qui influe, à des niveaux et sous des formes diverses, sur la structuration des rapports au territoire. Au regard de ces travaux, il apparaît alors que les classes moyennes ont tendance à actionner des mécanismes de contrôle et d'évitement (par le choix de la localisation résidentielle, des lieux pratiqués au quotidien ou encore de l'école), lorsque le niveau de mixité sociale est pensé comme un facteur de fragilisation de leur position dans la société locale.

Dans la lignée de ces travaux, cet article propose d'analyser, dans une approche comparative, ces rapports complexes des classes moyennes à la mixité sociale, au travers de leurs modes d'habiter et de cohabiter dans et hors du territoire local. Il montre que ces rapports ne peuvent être réduits à des logiques d'entre-soi. Ils se déploient selon des logiques d'ouverture et de fermeture selon les groupes de classes moyennes, mais aussi les territoires investis et les situations sociales. Pour ce faire, il place la focale sur les choix résidentiels, les sociabilités locales et les lieux pratiqués en dehors de l'espace résidentiel, pour comprendre comment les classes moyennes dessinent des frontières plus ou moins poreuses avec les autres groupes sociaux avec lesquels elles coexistent.

Cet article, qui s'appuie sur les résultats du programme ANR franco-britannique Middle Classes in the City[3], compare les modes d'habiter et de cohabiter d'habitants de classes moyennes résidant dans quatre espaces de la métropole parisienne : (1) Saint-Georges, quartier gentrifié du 9e arrondissement de Paris aussi appelé « South Pigalle » par les habitants et dans la presse ; (2) le centre ancien de Noisy-le-Sec (93), en cours d'embourgeoisement, dont la composition sociale tranche avec celle des autres quartiers de cette

2- Les populations immigrées ou pensées comme telles sont bien souvent associées aux milieux populaires dans les représentations collectives (Fassin et Fassin, 2006). Pourtant, les immigrés et leurs descendants se caractérisent par des origines et des trajectoires sociales très diverses et mobilisent, à l'instar des autres populations, des identités multiples qu'ils articulent dans différents contextes et à plusieurs niveaux (Cf. l'étude *Trajectoires et Origines (TeO)* de l'INED). Ainsi, la mixité sociale comprend dans de nombreux cas une dimension ethnicisée du monde social (Tissot, 2005).

3- Cet article repose sur une communication réalisée en avril 2014 au colloque ESO "L'espace en partage", dans l'atelier "Au-delà de la ville à trois vitesses : les classes moyennes dans la ville". Cet atelier présentait les premiers résultats du programme ANR MICCY, coordonné par Marie-Hélène Bacqué et Gary Bridge, qui compare les rapports au territoire et à la mixité sociale de différents groupes de classes moyennes de Paris et de Londres.

ville très populaire de la Seine-Saint-Denis ; (3) la commune bourgeoise du Raincy (93) qui constitue une enclave aisée entourée de villes populaires comprenant des cités d'habitat social construites dans les années 1960 et 1970 ; et (4) Châteaufort (78), ancien village médiéval qui s'est développé ces dernières années par l'arrivée massive de cadres et d'ingénieurs travaillant à Paris ou à proximité, au Plateau de Saclay. Ces quatre espaces se distinguent par leur localisation au sein de la métropole parisienne, leur environnement urbain (en termes de niveau de densité, de type d'architecture et d'urbanisme, de connexions aux réseaux de transports), mais aussi leur environnement social (plus ou moins hétérogène d'un point de vue socio-économique, générationnel et de la nationalité et des origines migratoires des populations). Dans ces espaces ont été réalisés 145 entretiens semi-directifs auprès d'individus appartenant aux cadres et professions intellectuelles supérieures (60 %), aux catégories intermédiaires (21 %), ainsi qu'aux artisans (4 %) et aux employés (14 %). Près des deux tiers des enquêtés ont entre 30 à 55 ans et accueillent, sous leur toit, des enfants.

I- LA MIXITÉ SOCIALE : UNE DIMENSION CENTRALE DU CHOIX RÉSIDENTIEL ?

Choisir son lieu de résidence n'est une opération ni simple ni anodine. Ce choix tient compte de différents paramètres (tels que la localisation, l'architecture, la superficie et le coût du logement, l'environnement physique et social des espaces alentours, l'accès au travail, aux proches, etc.), que les individus considèrent, à des degrés et sous des formes diverses, selon l'appartenance sociale, l'âge, la composition familiale mais aussi, l'histoire résidentielle (Rossi, 1955 ; Authier et al., 2010). Ainsi, il s'inscrit dans un système de contraintes (économiques, familiales, scolaires, professionnelles, etc.) qui conduit les individus à réaliser des arbitrages afin de maximiser l'accès au nombre le plus élevé des options constitutives du projet résidentiel, en conférant une priorité à certaines d'entre elles. Ainsi, chaque nouveau logement offre un « package résidentiel » qui comprend un certain nombre d'options correspondant plus ou moins aux aspirations du ménage en fonction, en premier lieu, des capacités financières.

Si les classes moyennes ont a priori une certaine latitude pour opérer ces choix résidentiels, elles restent fortement contraintes et tiraillées entre la volonté de vivre dans un logement confortable, spacieux, adapté à la composition de la famille, et un marché de l'immobilier tendu, notamment dans les zones bien desservies par les transports urbains. De nombreux enquêtés ont une situation socio-économique et familiale similaire. Ce sont des familles de deux enfants composées d'un homme cadre supérieur (banque, assurance, administration publique, etc.) ou appartenant aux professions intellectuelles et d'une conjointe exerçant dans une profession intellectuelle (graphiste ; designers ; journaliste free lance ; musicienne, enseignants, etc.), ou devenue femme au foyer après s'être consacrée à une carrière dans le secteur privé (directrice des ressources humaines, banque, etc.). Toutefois, il apparaît qu'à niveau de revenus et situation familiale équivalents, de véritables divergences en termes de choix résidentiels apparaissent et révèlent des manières différenciées de considérer la mixité sociale dans ces choix.

Situé entre le très « chic » 8e arrondissement, un Montmartre gentrifié et des poches de pauvreté telles que Pigalle et Barbès, l'intense activité urbaine de Saint-Georges a fortement orienté le choix résidentiel des habitants rencontrés. Ceux-ci privilégient la centralité (dans Paris, la métropole et au-delà, en France et en Europe) et les avantages qu'offre la concentration d'aménités urbaines (commerces, cafés et restaurants, activités culturelles, transports limités aux grands déplacements, etc.) à proximité du domicile. Si une partie d'entre eux a grandi dans le quartier, à quelques rues de leur lieu actuel de résidence, d'autres sont originaires d'autres quartiers parisiens « moyens-mélangés » comme le 12e arrondissement ou de villes moyennes en région. Dans tous les cas, ils ne se voient pas vivre ailleurs. Plus que le logement, c'est le quartier qui les a séduits pour son caractère « villageois » avec ses commerces de proximité, son bâti ouvrier ancien à réhabiliter en retrait des artères haussmanniennes et son « cosmopolitisme » qui est moins mobilisé pour valoriser la dimension populaire que culturelle de la mixité. Ce qui caractérise donc les parcours résidentiels des habitants de Saint-Georges,

c'est leur profond ancrage au quartier qui amène certains habitants dont le reste-à-vivre s'avère faible pour vivre à Paris à déployer différentes stratégies (demande de logement social, échanges d'appartement au sein de l'immeuble, etc.) pour se maintenir le plus longtemps possible dans ce quartier.

Le choix résidentiel opéré par les Castelfortains rencontrés repose sur d'autres « options », priorisant l'acquisition d'une maison dans un cadre urbain moins dense et surtout, moins minéral, proche de celui dans lequel ils ont grandi. Ces ménages se sont installés pour la plupart après la naissance des enfants, après avoir connu une vie d'étudiants et de jeunes adultes dans le quadrant Ouest de Paris. S'ils ont profité pleinement de cette vie parisienne, ils ont fait le choix d'un lieu de résidence plus propice selon eux à l'éducation des enfants : une maison individuelle avec un jardin dans un village, proche de la nature mais aussi de Paris. Châteaufort, avec ses vieilles pierres, son histoire médiévale et sa proximité immédiate avec la Vallée de la Chevreuse et Paris (45 minutes de Paris en voiture) répond à leurs attentes. Châteaufort, qui, jusque dans les années 1980 comprenait des ouvriers et des exploitants agricoles, attire de nombreux « cadres » en quête de verdure, de calme et d'une sociabilité locale associée au modèle villageois. Plusieurs d'entre eux ont d'ailleurs découvert Châteaufort lors de la fête médiévale, organisée tous les ans par les habitants. Châteaufort devient en vingt ans une commune de 1 400 habitants.

La mixité sociale relative de la ville, qui est de moins en moins présente en raison du vieillissement des « anciens » habitants, est appréciée bien qu'elle n'ait pas constitué une dimension centrale du choix résidentiel. En réalité, les enquêtés développent davantage leurs discours sur la vie locale très dense qui se déploie dans les nombreuses associations culturelles et de loisir. Les rares discours autour de la mixité sociale déplorent le faible niveau de logements sociaux qui pénalise surtout les jeunes ménages (les prix de l'immobilier atteignant ces dernières années des sommets) et une mixité culturelle qu'ils aimeraient voir plus présente : « C'est vrai qu'un peu de mixité, c'est bien aussi parce que je trouve qu'élever ses enfants dans un cocon, c'est pas la solution » (Angèle, 42 ans, agent immobilier).

Dans les deux communes de la Seine-Saint-Denis étudiées, Noisy-le-Sec et le Raincy, les choix résidentiels des habitants rencontrés se centrent également sur l'achat d'une maison ou à défaut, d'un plus grand appartement. Néanmoins, ces choix se distinguent au moins sur deux points : (1) le rapport à Paris, qui s'explique en grande partie par l'histoire résidentielle et (2) le rapport à la mixité sociale. Les Raincéens rencontrés sont soit nés au Raincy (certains ont vécu à Paris pendant leurs études), soit des quartiers résidentiels des villes alentours (telles que Pavillons-Sous-Bois). Ils recherchaient un logement confortable pour la vie de famille, dans un environnement urbain et social privilégié. Bon nombre d'entre eux ont valorisé la symbolique bourgeoise de la ville, souvent qualifiée de « Neuilly du 93 » (Constance, 52 ans enseignante), qui tranche avec les quartiers d'habitat social des communes voisines et plus largement, avec le département qui est le plus pauvre de France. Ce lustre bourgeois rassure des parents qui disent donner la priorité à l'éducation et à la réussite scolaire de leurs enfants dans leur choix résidentiel, ce qui passe à leurs yeux par un ancrage dans une ville aisée. Il est aussi associé à un « rempart » qui les protègerait au moins en partie des cités d'habitat social avoisinantes et de leur population jugées « à problèmes ». S'ils apprécient se rendre à Paris, grâce à la station Raincy-Villemonble-Montfermeil du Réseau Express Régional Éole (RER E), vivre au-delà du périphérique n'est pas vécu comme un problème.

À l'inverse, les habitants rencontrés à Noisy-le-Sec qui ont fait le pas de « passer le périph' » pour accéder à une maison de ville, associent le départ de Paris à une privation des aménités urbaines centrales (Bacqué et al., 2013). Ils retournent régulièrement dans leurs quartiers de prédilection, ceux du Nord-Est parisien. Si cela le leur avait été permis, ils seraient restés vivre à Paris ou se seraient installés à Montreuil (tels les gentrifieurs étudiés par Anaïs Collet) ou aux Lilas, deux communes desservies par le métro. Si le choix de Noisy apparaît donc plus contraint, il s'inscrit aussi dans une volonté de coexister avec des milieux populaires et immigrés et de s'investir localement à travers des activités politiques, associatives, etc. Comme l'explique Elliot (41 ans, chercheur) : « Pour moi, c'est pas envisageable de vivre dans un endroit où il n'y a pas d'immi-

grés ». Ils n'ont pas envisagé de vivre au Raincy, pourtant voisine de Noisy-le-Sec. Néanmoins, ces « ex-Parisiens » espèrent que d'autres ménages « comme eux », confrontés à l'impossibilité de se loger dans Paris, s'installent dans le centre ancien. Ils parient sur sa gentrification prochaine qui participerait à « rééquilibrer » en leur faveur sans transformer en profondeur la sociologie locale.

II- LA DYNAMIQUE COMMERCIALE AU CŒUR DES ENJEUX DE COPRÉSENCES LOCALES

Dans ces espaces franciliens, les habitants rencontrés sont confrontés à des types variés de coprésence, plus ou moins appréciées, qui ont un impact sur la construction des modes d'habiter et de cohabiter. La dynamique commerciale est certes très variée selon les espaces considérés tant en termes de types et de gammes de produits proposés que des évolutions en cours. Mais elle révèle dans tous les cas des enjeux de coprésence qui se jouent localement entre les différents groupes sociaux.

À Saint Georges, les habitants rencontrés dépeignent souvent le quartier à travers la figure du village, avec cette densité de petits commerces indépendants, notamment de bouche, qui confèrent à ce lieu une « âme », une « authenticité particulière » (Anaïs, 40 ans, professeure d'œnologie). Véritable artère commerçante du quartier depuis le début du XXe siècle, la rue des Martyrs concentre des commerces dont le nombre et la variété sont menacés depuis une dizaine d'années par l'installation de nombreuses épiceries fines, de grandes enseignes alimentaires, d'opticiens et d'agences immobilières. L'arrivée de ces nouveaux commerces, dont « la présence envahissante dénature le caractère villageois du quartier » (Virginie, 40 ans, brodeuse dans une maison de haute couture) est dépréciée par les habitants. En témoignent les contestations des riverains qu'a suscitées le projet de remplacement d'une pâtisserie ancienne de la rue par un « Beauty Monop »[4]. L'apparition de ces commerces décrits comme trop « bobos », tel un magasin spécia-

Châteaufort (avec en arrière plan la Vallée de la Chevreuse)

Le Raincy, Seine-Saint-Denis

Place Lino Ventura, Saint-Georges (Paris 9e)

Noisy-Le-Sec, Seine-Saint-Denis

4- Cf. notamment l'article paru dans un journal local, *le Daily Neuvième*
http://www.dailyneuvieme.com/Rue-des-Martyrs-pas-de-Beauty-Monop-a-la-place-de-la-patisserie-Seurre_a2095.html

lisé dans la vente d'huile d'olive de qualité supérieure, est également décriée par les enquêtés qui éprouvent plus de difficultés à consommer dans cette rue en raison des prix élevés pratiqués : « A terme, on ne pourra plus du tout faire nos courses dans le quartier » (Jean-Paul, 43 ans, ingénieur).

Pour l'heure, le tissu commercial local correspond encore en partie aux modes de consommation des habitants rencontrés. Ces derniers continuent donc de réaliser la majorité des courses mais aussi des activités culturelles (telles que le cinéma et le théâtre) dans le quartier : « Les courses du quotidien, je les fais ici. Y compris d'ailleurs une partie des courses de fringues. Il y a deux cinémas d'arts et d'essais, plus un complexe avec plein de salles. Le week-end, vous n'êtes pas obligé de sortir du quartier, vous avez tout ici » (Virginie). Le caractère localisé des pratiques de consommation n'est pas une spécificité du quartier. Il constitue un modèle dominant dans les pratiques des classes moyennes parisiennes (ARSS, 2012), hormis celles résidant dans les centralités immigrées (Chabrol, 2011). En revanche, une telle concentration de ces pratiques et surtout la symbolique sociale positive qu'elle revêt sont particulièrement marquées à Saint-Georges. Le fait « d'être là où ça se passe » (Cécile, 42 ans, hôtesse de l'air) est systématiquement évoqué par les habitants comme un véritable « privilège » lié au fait d'habiter ce quartier : « On se sent privilégiés de vivre ici, d'avoir tout à proximité (…) On adore le quartier, on adore tout ce qu'on a » (Anaïs).

Cette volonté d'« avoir tout en bas de chez soi » s'inscrit dans un mode de vie citadin plus large, où l'usage de la voiture et des transports en commun est réduit à son strict minimum. Il est d'ailleurs intéressant de noter que de nombreux enquêtés ne possèdent pas, par choix, d'abonnement aux transports collectifs. Cependant, habiter dans ce quartier parisien, aujourd'hui particulièrement prisé, a un coût. Ainsi les habitants les moins aisés se sentent particulièrement menacés par l'augmentation des prix de l'immobilier, liée à l'installation massive de catégories supérieures depuis une dizaine d'années, ainsi que par ses effets sur l'offre commerciale. Car si ces commerces de proximité représentent un des éléments de décor du quartier, ils sont aussi des lieux de convivialité dont la fréquentation régulière est réalisée parfois en groupe. C'est par exemple le cas d'un groupe d'habitants, formé de professions intellectuelles supérieures, qui se retrouve au marché tous les dimanches. Cette fréquentation, solitaire ou collective, des commerces locaux, produit de « l'inter-connaissance » et de « l'inter-reconnaissance » pour reprendre la distinction développée par Patrick Simon (1997), qui renforcent le sentiment d'avoir sa place dans le quartier. « Quand je descends au boulot, je dis au moins cinq, six fois bonjour à des gens. J'ai l'impression que c'est vachement plus convivial que certains endroits en province (…) On n'est pas anonyme » (Anaïs).

Les habitants qui vivent au-delà du périphérique ont quant à eux intégré la nécessité de prendre la voiture pour faire leurs courses en dehors de leur lieu de résidence. Cette grande mobilité des classes moyennes périurbaines et la dépendance à la voiture qu'elle implique ont été déjà largement explorées dans la recherche urbaine (Bonnin-Oliviera et al., 2012). Les discours des habitants rencontrés sur le tissu commercial local et ses évolutions reflètent les enjeux de coprésence liés à des dynamiques de peuplement internes. À Châteaufort, la quasi-absence de commerces dans ce « village de cadres » n'est pas pointée comme un problème : « Le petit village près de Paris, près de Versailles. Je trouve qu'on est assez bien parce qu'on est près de toutes ces grandes villes, et de toutes ces opportunités de cinéma, de théâtre, de shopping… » (Vincent, 46 ans, cadre). Elle constitue au contraire un atout car elle limite la venue de populations extérieures, et donc des coprésences non souhaitées. Telle cette habitante qui ne souhaite pas voir s'implanter des supermarchés qu'elle associe aux voitures, au bruit et aux produits bas de gamme, même si elle se rend parfois dans ceux situés dans les villes voisines : « Je vais quand même à Parly 2 ou à Saint-Quentin, faut reconnaître que c'est pratique. C'est vrai que c'est égoïste, je ne veux pas chez moi des centres commerciaux, je veux bien y aller parce que c'est pratique, mais je suis contente de revenir ici après » (Gislaine, 61 ans, hôtesse de l'air à la retraite). Les habitants rencontrés se disent particulièrement soucieux de soutenir l'activité du café-restaurant et de la boulangerie, dont la présence sur la

place principale contribue à la vie locale particulièrement « foisonnante » de Châteaufort : « Il y a tout au long de la journée une activité, les mères de famille qui tournent, des gens qui travaillent sur Châteaufort, c'est vivant » (Agathe, 44 ans, infographiste). Certains craignent qu'avec le projet de développement du pôle technologique et scientifique Paris-Saclay et l'attrait croissant de la ville, des grandes enseignes s'implantent. Et s'ils fréquentent celles situées dans les villes voisines, leur installation à Châteaufort viendrait mettre en péril son caractère villageois : les habitants délaisseraient les commerces de la place principale et ces enseignes attireraient au-delà de la population locale, les nombreux automobilistes qui se rendent dans la Vallée de la Chevreuse en fin de semaine. Pour ces familles de cadres, la mobilité quotidienne est donc le prix à payer pour préserver le cadre privilégié et l'intense sociabilité développée autour de l'activité commerciale sur la place de l'ancien village.

III- LES SOCIABILITÉS LOCALES : UNE MIXITÉ SOUS CONTRÔLE

Au-delà des activités commerciales locales, la cohabitation dans l'espace résidentiel s'accompagne de la création d'une sociabilité locale entre les habitants de classes moyennes, mais aussi entre ces habitants et les autres groupes présents. Cependant, cette sociabilité se manifeste et revêt des formes différentes selon les territoires et les individus. Elle se fonde dans la majeure partie des cas sur des affinités sociales qui opèrent un filtre social, ce que Tim Butler (2003) nomme « people like us » dans le contexte londonien, sans systématiquement recouvrir une logique de fermeture. Ce n'est en effet que dans les situations où les habitants de classes moyennes considèrent ne pas être en mesure de contrôler la mixité sociale que cette sociabilité peut alors prendre la forme d'un entre-soi.

À Saint-Georges, la grande majorité des habitants rencontrés ont tissé des réseaux sociaux locaux denses, à partir de bases affinitaires sociales mais aussi politiques. C'est notamment le cas des habitants cités précédemment qui se nomment, non sans humour, la « mafia de la Place Blanche ». Outre le rendez-vous hebdomadaire au marché, ils se retrouvent autour d'un verre dans un café, pour aller au cinéma, au théâtre ou encore s'invitent régulièrement les uns chez les autres. Cette sociabilité affinitaire ne se conjugue pas pour autant avec une quelconque hostilité vis-à-vis des milieux populaires avec lesquels ces habitants coexistent, que ce soit dans la rue – les prostituées restent encore présentes sur certains trottoirs du quartier – ou dans leur immeuble. Une enquêtée a d'ailleurs mobilisé ses compétences professionnelles pour décrire, dans un article du journal local, la vie sociale riche qu'elle a créée autour de la Place Blanche[5]. Cette ouverture à la mixité se traduit concrètement par l'existence de formes de solidarité dans le lieu plus intime de l'immeuble ou par l'implication dans des associations locales, comme l'association « Tout autre chose » spécialisée dans l'accompagnement social des migrants. Des habitants du quartier, qui résident dans un immeuble ancien en réhabilitation, aident aussi des « sans-papiers » qui logent dans les chambres de bonne délabrées, en remplissant leurs papiers administratifs par exemple. Cette sociabilité représente selon Hervé (56 ans, ingénieur) une « condition pour que l'immeuble conserve une belle mixité ». Ces habitants de classe moyenne qui s'auto-désignent les « prolos du 9e », voient eux leur situation résidentielle fragilisée par la gentrification du quartier. Leurs conditions de vie leur apparaissent bien plus précaires (en termes de niveau de vie et de statuts professionnels) que celles des habitants nouvellement arrivés.

Cette insécurité sociale ne produit pas chez eux la volonté de créer un entre-soi protecteur, au contraire. Cette mixité sociale ne représente pas seulement un décor socialement valorisant (Charmes, 2006), elle est une réalité sociale appréciée, mais les met à l'épreuve au quotidien. Ils avouent que, parfois, lorsque le nombre de « sans-papiers » est jugé trop élevé ou que des problèmes de consommation de drogues suscitent des craintes vis-à-vis de la sécurité de leurs enfants, ils espèrent que ces voisins quittent prochainement l'immeuble. Puis, ils relativisent, sachant pertinemment que ces chambres de bonne accueilleront de nouveaux occupants, bien plus aisés.

5- http://www.montmartrealaune.fr/magazine-articles/place-blanche-c'est-tous-les-jours-dimanche

À Noisy-le-Sec, où les milieux populaires et immigrés marquent de leur empreinte l'ambiance de la ville, les habitants des classes moyennes récemment arrivés de Paris attachent une grande importance à la création d'une sociabilité locale, qui représente un moyen de se sentir moins isolés et de se « faire une place » dans le territoire local. Sans espérer une transformation radicale de la structure sociale du centre-ville, les « ex-Parisiens » souhaiteraient observer dans les coprésences quotidiennes et l'offre commerciale, des évolutions plus franches grâce auxquelles ils pourraient davantage s'investir matériellement et symboliquement dans le territoire local : « On a un peu espoir que ça évolue, que ça bouge de partout. Ces jeunes couples qu'on voit arriver. C'est vrai qu'on se promène dans Noisy, sur le marché le samedi matin, aujourd'hui il y a quand même toute une population qu'on voyait pas il y a dix ans » (Laure, 35 ans, commerciale).

Ces habitants, qui se sont vite identifiés, se retrouvent régulièrement dans différentes activités locales : « C'est vrai qu'il y a beaucoup de recouvrement, c'est-à-dire qu'à l'AMAP tu retrouves les mêmes (…) C'est tout le temps les mêmes que tu retrouves au théâtre, on tombe toujours au moins sur deux-trois couples qu'on connaît bien et avec qui on boit un coup à la fin. Il y a le petit cercle… » (Delphine, 37 ans, cadre à la région Île-de-France). Que ce soit à travers l'AMAP, le militantisme chez les Verts, la FCPE à l'école publique du secteur, ou encore les évènements organisés au théâtre et à la médiathèque, ces « ex-Parisiens » partagent des activités de loisirs, culturelles et associatives communes, qui sont à leurs yeux essentielles pour relativiser les contrariétés quotidiennes liées au fait de vivre dans une ville populaire. Comme le soulignent Delphine et son mari Martin, cette sociabilité les fait « tenir » dans cette ville où les services publics et privés sont, à l'image du profil social dominant de la population, très pauvres.

Au Raincy, peu d'habitants rencontrés ont exprimé leur désir de développer ldans deurs réseaux locaux. Ils déploient principalement leur sociabilité de proximité à partir de logiques affinitaires, associées à une indifférence vis-à-vis des autres populations présentes : « Ici, ça fonctionne en petits groupes, en petits clans. Je pense qu'on se retrouve par mode de vie. Donc nous, ici, on est plutôt français-moyen, vous voyez » (Annabelle, 36 ans, comptable). Ils se rencontrent essentiellement dans l'espace privé du logement, lequel crée des cercles fermés, comme le souligne une institutrice qui note la persistance de frontières sociales nettes avec les familles bourgeoises du Raincy : « Les relations avec le voisinage sont cordiales mais c'est un autre monde » (Sylvie, 56 ans). Cette relative imperméabilité des réseaux sociaux locaux n'est pour autant pas regrettée par les habitants rencontrés qui souhaitaient avant tout vivre dans cette ville bourgeoise pour se distancier des quartiers d'habitat social des villes voisines et de leurs habitants. Comme l'explique cette habitante, « les quartiers sont plus agréables, on trouve qu'il y a moins d'insécurité à cause des cités alors elles ne sont pas loin mais on trouvait ça moins… On s'était dit : si la famille s'agrandit, j'espère qu'on s'est pas leurré, que les écoles seraient moins… Enfin, ça craindrait un peu moins » (Julie, 34 ans, enseignante au collège). Si la société locale est relativement homogène, les rencontres avec les populations diverses qui résident dans les espaces alentours et fréquentent les rues et les écoles du Raincy invitent à se créer une « bulle » dans le cadre de la famille, des cercles religieux très actifs et des activités de culture institutionnalisées, telles que le Conservatoire.

L'enjeu de la réussite scolaire, exprimé très explicitement, laisse peu de place à la mixité dans toutes ses formes, comme le déclare cette habitante à propos de la carte scolaire : « Je ne suis pas du tout pour le mélange. Le problème de la carte scolaire, je pense que c'est reporter le problème. Je pense que c'est important de reconnaitre qu'il y a des vraies différences entre certains, ce n'est pas être raciste ou autre quoi. C'est comme ça » (Caroline, 46 ans, femme au foyer). À l'instar des classes moyennes franciliennes identifiées par Marco Oberti (2007), dont les choix scolaires sont portés par une « logique d'intégration et de performance », certains parents rencontrés ont fait le choix de vivre au Raincy pour s'assurer que leurs enfants fréquentent des écoles où la mixité sociale contrôlée par la carte scolaire ne viendra pas altérer les chances de réussite scolaire.

IV- AU-DELÀ DU TERRITOIRE LOCAL : NÉGOCIATIONS ET ÉVITEMENTS

En dehors des activités professionnelles, les activités sociales des habitants de classes moyennes les amènent à se confronter à d'autres formes de coprésences que celles présentes dans le territoire local. Ces coprésences divergent selon les lieux pratiqués. Elles dépendent mais aussi impactent les usages des transports urbains, notamment lorsque la rencontre avec la mixité sociale échappe à leur contrôle comme c'est le cas pour les habitants de Noisy-le-Sec et du Raincy.

Le peu d'aménités locales amène les habitants de Noisy-le-Sec et du Raincy à se rendre presque quotidiennement dans les villes voisines où la mixité sociale est très présente. Ils fréquentent les cinémas, les grandes surfaces comme Rosny 2 et les autres équipements et services publics et privés, accessibles en voiture. Les habitants naviguent entre ces différentes villes selon les opportunités, mais aussi les habitudes acquises dans leurs anciens lieux de résidence. Par exemple, les habitants rencontrés au Raincy sont loin de circonscrire leurs usages territoriaux à la ville. Comme l'explique Laura (29 ans, libraire) : « Pour faire les courses courantes, on va chez Leclerc à Clichy-sous-Bois (…) Quand on veut des vêtements, on va à Pavillon-sous-Bois. C'est à côté. Et puis, quand on a des choses un peu plus importantes, il y a la Fnac. Il y a tout ce qu'il faut à Rosny-sous-Bois ». Elle profite également de la proximité de Paris pour se rendre Rive gauche, dans les librairies du quartier latin et sur les quais : « c'est une habitude, je suis de la banlieue parisienne alors je sors à Paris ». Si les Raincéens rencontrés n'expriment aucune frustration par rapport au fait de ne pas vivre à Paris et de devoir sortir de la ville pour accéder à différentes aménités urbaines, les « ex-Parisiens » associent cette nécessité de se déplacer à la paupérisation de certains quartiers de Noisy-le-Sec, qu'ils lisent à travers l'ouverture de nouveaux restaurants kebab dans le centre : « Depuis dix ans, tous les petits commerces ont été remplacés par des boutiques de téléphone et de la restauration rapide, des kebabs (…) C'est un peu au détriment des cordonniers, des librairies, des commerces plus traditionnels, ça donne un truc un peu moins sympa » (Evelyne, 42 ans, cadre dans l'édition). Les « ex-Parisiens » regrettent de ne pas avoir plus « de trucs bobos » (Delphine), des cafés, des restaurants, un magasin de produits bio, une librairie, des commerces dont la présence symboliserait à leurs yeux une évolution positive du centre-ville et où ils pourraient se retrouver. En même temps, ils restent très centrés sur Paris : « Je suis très Paris centrée, puisque j'ai vécu des années à Paris, donc (…) Et puis, mes amis sont à Paris » (Maiwenn, 42 ans, musicienne). Ils apprécient de pouvoir revenir régulièrement dans les quartiers gentrifiés de Paris où ils ont gardé leurs habitudes. Ces retours à Paris leur offrent ces moments de respiration nécessaires pour continuer de se sentir bien dans cet espace populaire : « C'est aussi ça l'avantage de Noisy, on peut vite revenir à Paris, boire un verre dans notre ancien quartier avec nos potes, et sortir de cette atmosphère un peu pesante. Faut pas se mentir, c'est pas toujours facile de vivre dans une ville de pauvres » (Sabine, 44 ans, contrôleur aérien).

La question de la mixité sociale n'est pas abordée de la même manière par les enquêtés selon les modes de transports utilisés. Il apparaît très clairement que, si l'usage de la voiture permet de se constituer une « bulle » comme c'est notamment le cas à Châteaufort, l'usage du RER E conduit les Raincéens et les Noiséens rencontrés à négocier les rencontres avec la mixité selon les jours et les temporalités. Prendre le RER les matins et les fins de journées en semaine fait partie des éléments acceptés avec une certaine facilité car cette ligne leur permet d'accéder rapidement au cœur de Paris (gares de Magenta et de Saint-Lazare). Cependant, de nombreux enquêtés avouent éviter de la prendre le soir pour deux principales raisons : le temps d'attente particulièrement long sur le quai et la peur des « mauvaises rencontres », la gare et les trains étant peu fréquentés le soir. Comme l'explique Mathilde (20 ans, étudiante) : « On est à 15 minutes à peine de Paris. La journée ça va, mais le soir… À une certaine heure, il n'y a plus personne. Il y a du monde jusqu'à 20 heures mais après, c'est plus vide. On ne peut plus le prendre parce que, c'est un peu dangereux ». Les groupes ainsi évités sont les « bandes de jeunes », dont les membres supposés sont identifiés à

partir de leur couleur de peau mate et leurs tenues vestimentaires, ce que Stéphane Beaud et Michel Pialoux (2003) nomment l'« uniforme banlieue ».

Ce désir d'évitement semble plus marqué chez les habitants du Raincy qui rencontrent les populations des villes voisines à la station de RER qu'ils partagent avec Villemomble et Montfermeil : « On voit beaucoup d'immigrés des villes voisines qui passent au Raincy pour rentrer chez eux avec le bus et ça, ça crée de l'insécurité et de la délinquance » (Pierre, 52 ans). Le soir, les habitants du Raincy et de Noisy-le-Sec privilégient de ce fait les déplacements en voiture. À Saint-Georges, au-delà du fait que les habitants ont rarement besoin de sortir de Paris, ils sont particulièrement réticents à passer la barrière du périphérique. Bien souvent, la banlieue est décrite en des termes très péjoratifs : « Pour moi, la banlieue c'est l'horreur, c'est anxiogène » (Marianne, 52 ans, femme au foyer). La peur de prendre le RER pour se rendre dans ces lieux se nourrit du stigmate attaché à ces espaces, ainsi qu'aux populations auxquelles ces habitants les associent : « J'ai l'impression que dès qu'on quitte Paris, ce sont plutôt les jeunes, les classes défavorisées qui sont des gros consommateurs de transports en commun. Je me suis retrouvée plusieurs fois sur le même quai et dans des compartiments avec des bandes de jeunes. Je n'ai pas été agressée, mais ça crée tout de suite un sentiment d'insécurité » (Olivia, 55 ans, journaliste).

CONCLUSION

Loin d'être sécessionnistes dans leur ensemble, les classes moyennes franciliennes développent des rapports complexes à la mixité sociale qui se traduisent dans leurs modes d'habiter et de cohabiter par des conduites sociales oscillant entre ouverture à la mixité sociale et entre-soi, entre coopération et mise à distance. Cette comparaison entre quatre territoires différents fait émerger un enjeu commun : celui du contrôle de la mixité sociale dans la société locale. Qu'il s'agisse de maîtriser l'évolution sociologique des résidents et usagers de la commune pour les Castelfortains, de ne pas se faire évincer parles classes moyennes parisiennes, de se protéger dans un entre-soi résidentiel pour les Raincéens, ou de pouvoir transposer ses modes de vie dans une ville populaire pour les Noiséens, l'ouverture même relative à la mixité sociale implique de pouvoir la contrôler a minima, ce qui amène les classes moyennes à s'adapter aux évolutions socio-spatiales en œuvre dans et autour de l'espace résidentiel. Ce résultat souligne l'importance de considérer les rapports à la mixité tels qu'ils sont posés par les classes moyennes dans mais aussi hors de l'espace résidentiel, comme le montrent les stratégies d'évitement opérées par les habitants de la Seine-Saint-Denis lorsqu'elles doivent se déplacer le soir.

Par ailleurs, le jeu de comparaison entre ces quatre territoires montre qu'on ne peut considérer la distance par rapport au centre comme un indicateur pertinent pour comprendre les rapports à la mixité sociale des citadins, au détriment des trajectoires résidentielles. Les classes moyennes qui résident dans le périurbain comme à Châteaufort ne valorisent pas moins la mixité sociale (dans sa dimension culturelle) que celles qui habitent en plein cœur de Paris. Et si les occasions de rencontre sont plus fréquentes pour ces dernières, elles restent circonscrites à des liens faibles, tissés dans un contexte particulier que sont notamment les associations. Dans les deux cas, la mixité sociale apparaît comme une dimension secondaire du choix résidentiel et, au vu des évolutions socio-spatiales en œuvre, elle est vouée à s'atténuer au gré des mobilités résidentielles. Dans les territoires de la première couronne, la mixité sociale est au contraire une des « options » centrales mobilisées par les classes moyennes pour réaliser leur projet résidentiel. Si les « ex-Parisiens » ont été contraints de passer le périphérique pour accéder à une maison en centre-ville, ils ont aussi fait le choix de vivre dans une commune populaire de la Seine-Saint-Denis et de s'y investir, à travers des activités et un engagement local. Ce sont davantage les Raincéens qui semblent les moins enclins à partager l'espace résidentiel avec d'autres groupes sociaux, plus précisément avec ceux situés à une position inférieure dans l'échelle sociale, dans la mesure où, rappelons-le, la coprésence avec les classes supérieures a guidé leur choix résidentiel. Ils n'en restent pas moins confrontés à la mixité sociale-lors de leurs déplacements dans les villes voisines et des allées et venues des populations non-résidentes au Raincy. Dans tous les cas, les résultats confirment le

rôle essentiel de la trajectoire résidentielle des individus, notamment des lieux habités antérieurement, dans le choix du lieu de résidence. Elle oriente le type de territoire recherché pour élever des enfants et la localisation dans la région parisienne.

Bibliographie

• *Actes de la Recherche en Sciences Sociales,* 2012. « Centres-villes : modèles, luttes, pratiques », Tissot S. (dir.), n° 195/5.

• Authier J-Y., Bonvalet C., Lévy J-P. (dir.), 2010. *Élire domicile, la construction sociale des choix résidentiels*, Presses Universitaires de Lyon, Lyon.

• Bacqué M-H., Charmes E., Vermeersch S., 2013. « The Middle Classes : "At home among the poor". How social mix is lived in Parisian suburbs », *International Journal of Urban Regional Research*, Vol. 48, issue, n° 4, pp. 1211-1233.

• Beaud S., Pialoux M., 2003. *Violences urbaines, violence sociale : genèse des nouvelles classes dangereuses*, Fayard, Paris.

• Béhar D., Epstein R., 1999. « Sécession urbaine : un mythe démobilisateur », *Le Monde*, 3 juillet 1999.

• Billard G., Chevalier J., Madoré F., 2005. *Ville fermée, ville surveillée. La sécurisation des espaces résidentiels en France et en Amérique du Nord*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 220 p.

• Bonnin-Oliveira S., Berger M., Jaillet M.-C., Desbordes F., Thouzellier C., Aragau C., Rougé L., Desponds D., Bacconnier-Baylet S., Hertzog A., Escaffre F., 2012. *Les pôles secondaires dans la réorganisation des mobilités : maturité et durabilité des espaces périurbains ?*, Rapport final, Puca.

• Bouffartigue P., Gadéa C., Pochic S. (dir.), 2011. *Cadres, classes moyennes : vers l'éclatement ?*, Paris, Armand Colin.

• Brun J., Rhein C., 1994. *La ségrégation dans la ville : concepts et mesures, « Ville et habitat »*, Préface de Roncayolo M., L'Harmattan, Paris.

• Butler T. et Robson G., 2003. *London calling, the middle classes and the remaking of inner London*, Berg, Oxford.

• Cartier M., Coutant I., Masclet O., Siblot Y., 2006. *La France des « petits-moyens ». Enquête sur la banlieue pavillonnaire*, Paris : La Découverte.

• Chabrol M., 2011. *De nouvelles formes de gentrification ? Dynamiques résidentielles et commerciales à Château-Rouge (Paris)*, Doctorat en géographie, Université de Poitiers.

• Charmes E., 2006. « Le retour à la rue comme support de la gentrification », *Espaces et Sociétés*, (122) : 115-133.

• Charmes E., 2011. *La ville émiettée. Essai sur la clubbisation de la vie urbaine*, PUF, Paris.

• Charmes E., Launay L. et Vermeersch S., 2013. « Le périurbain n'est pas une version dégradée de la ville ». In : *la Vie des idées*, http://www.laviedesidees.fr/Le-periurbain-France-du-repli.html.

• Collet A., 2008. « Les "gentrifieurs" du Bas Montreuil : vie résidentielle et vie professionnelle », *Espaces et Sociétés*, n° 132-133, p. 125-141.

• Donzelot J., 2004. « La ville à trois vitesses : relégation, périurbanisation, gentrification », *Esprit*, n° 3-4, p. 14-39.

• *Espaces et sociétés*, 2012. « L'espace des classes moyennes », dirigé par Authier J-Y., Vermeersch S., n° 148-149.

• Fassin D., Fassin E., (dir.), 2006. *De la question sociale à la question raciale : représenter la société française*, La Découverte, Paris, 264 p.

• Germain A., Leloup X., Radice M., 2014. « La cohabitation interethnique dans quatre quartiers de classes moyennes à Montréal : deux petites leçons des discours situés sur la diversité », *Diversité urbaine*, Vol.14, n° 1, p. 5-24.

• Jaillet M.-C., 2004. « L'espace périurbain : un univers pour les classes moyennes », *Esprit*, n° 303, mars-avril, p. 40-65.

• Launay L., 2011. *Les politiques de mixité par l'habitat à l'épreuve des rapports résidentiels. Quartiers populaires et beaux quartiers à Paris et à Londres*, Thèse de sociologie, Université Paris Ouest.

• Launay L., 2010. « De Paris à Londres, le défi de la mixité sociale par « les acteurs clés » », *Espaces et Sociétés*, n° 140-141, p. 111-126.

• Maurin E., 2004. *Le ghetto français. Enquête sur* le séparatisme social, La République des idées, Seuil, Paris.

• Oberti M., 2007. *L'école dans la ville, ségrégation-mixité-carte scolaire*, Paris, Presses de Sciences Po, « Académique ».

• Pinçon M., Pinçon-Charlot M., 2004. *Sociologie de Paris*, Paris : La Découverte, « Repères ».

• Préteceille E., 2003. *La division sociale de l'espace Francilien. Typologie socioprofessionnelle 1999 et transformations de l'espace résidentiel 1990-1999*, Rapport de recherche pour la Direction régionale de l'équipement d'Île-de-France.

• Rossi P.H., [1955], 1980. *Why Families Move ?*, Sage Publications, London.

• Sassen S., 1991, *The global city, Princeton University Press. Traduction française (1996) : La ville globale*, Descartes, Paris

• Simo P., 1997, « Les usages sociaux de la rue dans un quartier cosmopolite », *Espaces et Sociétés*, n° 90-91, p. 43-68.

• Tissot S., 2005 « Une « discrimination informelle » ? Usages du concept de mixité sociale dans la gestion des attributions de logements HLM », *Actes de la recherche en sciences sociales*, vol. 159, n° 4, p. 54-69.